

Complémentarité économique et intégration interrégionale maroco- ouestafricaine

Economic complementarity and Moroccan-West African interregional integration

Mohamed HANGOURE

Enseignant chercheur

Faculté Polydisciplinaire Ouarzazate

Laboratoire de Recherche en Gestion d'Entreprises

Université Ibn Zohr Agadir

Maroc

hangoure@yahoo.fr

Date de soumission : 11/05/2022

Date d'acceptation : 15/06/2022

Pour citer cet article :

HANGOURE.M. (2022) « Complémentarité économique et intégration interrégionale maroco- ouestafricaine », Revue Française d'Economie et de Gestion «Volume 3 : Numéro 6 » pp : 597 – 614.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé :

Le présent article a pour point de départ l'hypothèse que les économies de l'Afrique de l'Ouest et l'économie marocaine possèdent plusieurs complémentarités potentielles. Cette supposition est à la base de l'argumentation fondamentale contenue dans l'article. En s'appuyant sur les données du marché de l'Afrique de l'Ouest, les échanges commerciaux du Maroc avec ces pays, et la structure des investissements marocains dans ce bloc régional, la communication a pour objectif de tirer l'existence des complémentarités productives et commerciales potentiels qui ne sont pas toujours valorisées.

Par conséquent, la détermination de ces nouveaux vecteurs de complémentarité permettrait aux acteurs économiques marocains et leurs homologues ouest africains d'établir une nouvelle vision stratégique de partenariat et d'intégration interrégionale. Cette vision proactive et prospective s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations économiques Sud-Sud en complétant l'axe Nord-Sud. Par ailleurs, de nouvelles perspectives s'offrent à l'intégration nord-ouest africaine, qui pourrait se concrétiser par l'émergence d'un espace économique régional Sud- Sud, mouvementé par la libéralisation des échanges et d'investissements. D'un autre côté, la réalisation d'un marché commun entre les deux parties améliore la compétitivité et facilite l'insertion de ce pôle de développement à l'économie internationale.

Dans ces soucis, nous allons tout d'abord présenter un aperçu sur le marché de l'Afrique de l'Ouest ; ensuite, nous allons étudier la structure et l'importance des investissements marocains en Afrique de l'Ouest. Dans un troisième point, nous déterminons la nature des échanges commerciaux entre les deux parties, et enfin nous tirons les enjeux et les perspectives de la complémentarité maroco-ouest africaine.

Mots clés : Relations économiques Sud-Sud ; complémentarité productive et commerciale ; échanges commerciaux ; investissements ; espace économique maroco-ouest africain.

Abstract

This article has its starting point the idea that the economies of West Africa and that of Morocco have several potential complementarities. This assumption is the basis of the arguments contained in this article. Based on market data from West Africa, Morocco's trade with these countries and the structure of Moroccan investment in this regional bloc, the article concludes the existence of complementarities production and trade which are not always valued.

The identification of new vectors of complementarity would allow Moroccan economic operators and their West African counterparts to establish a new vision of partnership and inter-regional integration. This proactive and prospective vision is meant of strengthen the South-South economic relations, which complements the North South axis. Furthermore, new opportunities are open to the integration of North West Africa, which could be realized by the emergence of a regional economic area South South activated by the liberalization of trade and investment. On the other hand, the achievement of a common market between the two sides improve competitiveness and facilitates the insertion of this cluster development in the international economy.

With these concerns, we will first present an overview of the West African market; then, we will study the structure and importance of Moroccan investments in West Africa. In a third point, we determine the nature of the commercial exchanges between the two parties, and finally we draw the stakes and the prospects of the Moroccan-West African complementarity

Keywords: South-South economic relations; complementary production and trade; trade; investment; economic space Moroccan West Africa.

Introduction

L'insertion de l'économie marocaine dans le système productif international est porteuse de nombreuses opportunités, surtout en termes de diversification des débouchés. Néanmoins, cette situation impose une mise à niveau de la politique d'ouverture et l'équilibre entre les partenaires économiques du Nord et du Sud. Par conséquent, l'exploitation des complémentarités Sud-Sud devient obligatoire dans le cadre de nouvelles exigences des marchés extérieurs.

Dans ce cadre, les relations économiques Sud-Sud présentent une place centrale dans les nouvelles stratégies d'ouverture des économies des pays en développement (Rapport de la CUNCED, 2004). Les déterminants de proximité géographique, culturelle, historique et économique entre le Maroc et les pays africains favorisent les interactions multidisciplinaires entre les deux parties dans le cadre d'un partenariat « gagnant-gagnant ».

Dans cette perspective, l'Afrique vu les atouts économiques, ses ressources et son potentiel humain se présente comme un marché porteur et potentiel (Etude de la Direction des Etudes et des prévisions financières, 2006) pour les produits marocains et aussi un fournisseur des matières premières nécessaires à l'économie marocaine. D'un autre côté, ce marché permettra aux investisseurs marocains publics et privés de se multinationaliser dans le cadre de la globalisation des flux financiers.

A cet effet, de nombreux accords, en particulier sur le plan économique, ont été conclus et des projets communs entamés. En plus, le Maroc a pris plusieurs initiatives telles que l'annulation de la dette des pays moins avancés, l'exonération totale de leurs produits des droits de douane à l'entrée du marché marocain, ainsi qu'une signature d'un accord de commerce et d'investissement avec les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)¹.

Ceci est de nature à mettre l'accent sur la nécessité de relancer le débat sur le regain d'intérêt de la présence économique de notre pays sur le continent africain. Partant de constat que les relations économiques et financières du Maroc avec l'Afrique Subsaharienne sont concentrées en Afrique de l'Ouest comme en témoigne la forte présence des entreprises marocaines ainsi qu'une forte concentration des exportations africaines vers cette sous région nous avons limité ce travail à ce bloc régional ouest africain.

Dans ce cadre, l'économie marocaine possède- elle des complémentarités avec les économies de l'Afrique de l'Ouest ? Afin de présenter un bilan et déterminer les enjeux et les perspectives

¹ L'UEMOA se compose de huit pays de l'Afrique de l'Ouest : Bénin, Bourkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Guinée Bissau, Sénégal.

des relations économiques entre les deux parties, nous essayons de présenter un aperçu sur le marché ouest africain dans un premier point, ensuite on étudie l'évolution et la structure des investissements marocains dans l'Afrique de l'Ouest. Dans un troisième point, nous déterminons la nature des échanges commerciaux entre les deux parties, et en fin nous tirons les enjeux et les perspectives de la complémentarité maroco-ouest africaine.

1. Aperçu sur le marché de l'Afrique de l'Ouest :

1.1 Présentation des économies de l'Afrique de l'Ouest

L'Afrique de l'Ouest se compose des pays suivant : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo, Cap-Vert, Gambie, Ghana, Guinée, Libéria, Nigeria, et Sierra Leone. Ces Etats qui occupent une surface de 6 140 000 km² (soit environ un cinquième du continent africain) avec un marché comportant 280 millions de consommateurs en 2007, fondent entre eux une organisation destinée à favoriser le développement économique, social et culturel de l'Afrique de l'Ouest à savoir la Communauté Economique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)².

La constitution de cette union régionale a pour objet de libéraliser les échanges en supprimant les entraves qui restreignent la libre circulation des biens, des services et des personnes entre les États membres. L'intégration économique, politique et sociale de l'Afrique de l'Ouest est reconnue comme un enjeu majeur de développement. Elle se trouve désormais au cœur des agendas politiques de la sous région (DAMON et IGUE, 2003).

Fondée sur une forte extraversion héritée de l'histoire coloniale et postcoloniale, l'économie ouest-africaine a connu une évolution liée aux paramètres exogènes de l'économie internationale. Autrement dit, les divers sentiers de croissance économique de l'Afrique de l'Ouest trouvent leur fondement dans une multitude de facteurs qu'il est toutefois possible de regrouper dans un cadre d'analyse particulier lié aux rentes extérieures de ces pays (rente de l'aide, rentes minières et agricoles, rente commerciale) (SANGARE, 1998).

² <https://ecowas.int/?lang=fr>

1.2 Atouts économiques et les caractéristiques des économies de l'Afrique de l'Ouest

Tableau N°1 : Indicateurs socio-économiques des pays de l'Afrique de l'Ouest.

	Taux de croissance (2008)	Taux de croissance en 2009 (prévision)	Taux d'inflation en 2008	Taux de pression fiscale en 2008	PIB nominal en 2008 (milliards de FCFA)	Superficie 1000km ²	Population (2007) En millions d'habitants
Burkina Faso	5,3%	3,5%	10,7%	12,2%	3 646,9	274	14,5
Bénin	5,0%	3,8%	7,9%	17,2%	2 974,77	111	9
Côte d'Ivoire	2,3%	3,7%	6,3%	15,5%	10 485,0	3,8	19,5
Guinée Bissau	3,1%	2,9%	10,4%	10,8%	192,8	28	1,5
Mali	5,2%	4,1%	9,2%	13,3%	3 911,0	1220	12,5
Niger	9,5%	3,0%	11,3%	11,7%	2 397,1	1267	14
Sénégal	2,5%	3,1%	5,8%	18,3%	5 950,2	193	12,5
Togo	1,6%	2,5%	8,7%	14,6%	1 444,7	54	6,5
Nigeria	6,1%	4%	11%	-	-	911	135

Source : Tableau confectionné à partir des rapports (BAD, CEA, OCDE, club du Sahel et d'Afrique de l'Ouest...)

Cet espace économique dispose de nombreuses richesses naturelles agricoles, minérales et énergétiques. De ce fait, son développement est tributaire de la transformation et la valorisation de ces ressources. Son réinvestissement pour reproduire à nouveau de la richesse créera les conditions du décollage économique (HUGON, 2006). La diversification et la montée en gamme des spécialisations sont nécessaires pour affronter le marché international dans un contexte de désarmement douanier.

Néanmoins, la croissance du PIB en volume de la région s'est établie à 5,4 pour cent en 2008 – comme en 2007 – et elle devrait ralentir de plus d'un point de pourcentage en 2009, à 4.2 pour cent, avant de se consolider à 4,6 pour cent en 2010 (Tableau N°1). Cette situation s'explique essentiellement par les performances du secteur primaire qui a bénéficié de meilleures conditions climatiques, en dépit des inondations survenues dans certains pays. Cependant, ce constat général masque la diversité des trajectoires économiques des pays de la région qui

dépendent fortement de la structuration de leur économie autour des rentes de l'aide, agricole, minière ou de réexportation.

Selon le rapport de la commission économique pour l'Afrique pour l'année 2010, les perspectives économiques sont marquées par des difficultés de la filière coton dans la plupart des Etats, surtout, par les effets de la crise financière internationale qui a induit un ralentissement de la croissance mondiale, une baisse des cours des matières premières et un ralentissement des transferts en provenance des pays développés. A cela, s'ajoutent les incertitudes sur la campagne agricole en cours, selon les organismes spécialisés qui annoncent des conditions climatiques moins favorables, comparées à celles de l'année dernière.

Dans cinq des huit pays de l'UEMOA (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo), l'activité s'est améliorée ; elle a en revanche reculé légèrement au Niger et au Sénégal. Le Togo se distingue, avec une croissance du PIB tout juste positive en 2008, à 0,8 pour cent, conformément à la trajectoire descendante sur laquelle le pays semble être engagé depuis quelques années. Les graves inondations de juin 2008 sont venues fragiliser un peu plus le PIB par habitant.

La consolidation politique en Côte d'Ivoire – première économie de l'UEMOA – explique en partie l'amélioration de la situation dans la plupart des pays membres de l'Union. Son PIB a progressé de 2,3 pour cent en 2008, soit environ un demi-point de pourcentage de plus qu'en 2007. Au Sénégal en revanche, la croissance a reculé, tombant à 3,7 pour cent, plombée par une mauvaise production de céréales et d'arachides mais aussi de phosphates et d'engrais. La production de coton a augmenté, en particulier au Burkina Faso où elle a atteint des sommets en 2008.

La croissance soutenue de la production agricole dans plusieurs pays de l'UEMOA est l'un des grands résultats positifs de l'année. Le Mali et le Niger ont par ailleurs respectivement profité de l'excellente tenue des cours de l'or et de l'uranium. Le Mali a également vu sa production de denrées alimentaires progresser raisonnablement. La croissance du PIB malien s'est établie à 3,6 pour cent (contre 3,2 pour cent en 2007) et celle du Niger à 4,8 pour cent – un résultat moins satisfaisant qu'en 2007 où elle avait atteint 5,7 pour cent.

Dans les sept pays d'Afrique de l'Ouest non membres de l'UEMOA (Cap-Vert, Gambie, Ghana, Guinée, Liberia, Nigeria, et Sierra Leone), le Nigeria – de loin l'économie la plus importante de la région – a affiché un taux de croissance du PIB de 6,1 pour cent en 2008, plus au moins identique à celui de 2007 malgré les troubles récurrents dans le delta du Niger qui, en perturbant la production de pétrole, ont provoqué un repli de 8 %. En 2009, la croissance du

Nigeria devrait reculer, à 4 %, à cause surtout des quotas de production de l'OPEP et d'un ralentissement des investissements. Le Cap-Vert continue d'afficher de bons résultats en 2008, à 6,1 pour cent (contre 6.9 pour cent en 2007). La bonne tenue du secteur de BTP et le tourisme ainsi que d'importantes dépenses publiques ont impulsé une forte croissance en Gambie (5,8%), tandis que la Guinée n'a enregistré qu'un taux de croissance de 2% en raison de troubles politiques.

Le Liberia a connu pour la troisième année consécutive une croissance exceptionnellement robuste, à environ 7,3 %, dopée par les dépenses d'infrastructures et la reprise de la production agricole depuis la fin du conflit. Le Ghana et la Sierra Leone s'en sortent bien, avec respectivement 6,4 et 5,4 pour cent, grâce aux bons résultats du secteur du cacao et à la vive augmentation de la production alimentaire. Les prévisions pour 2009 sont mitigées mais, comme au Nigeria, la plupart des pays devraient connaître un ralentissement de l'activité, l'investissement public et privé marquant le pas, tout comme les cours des matières premières et les envois des expatriés.

Par ailleurs, le système productif ouest-africain est caractérisé par la prépondérance du secteur des services (MARTIN, 2006). Quant au tissu industriel formel, il est peu développé et ne contribue qu'un quart de la production de la sous région. L'agriculture reste le facteur central des économies ouest africaines, occupant 50 à 80% de la population, représentant la majorité des revenus d'exportations et des ressources de l'Etat et formant un tiers du PNB de la région (HARSCH, 2004).

2. Situation des investissements marocains dans l'Afrique de l'Ouest.

2.1 Le cadre réglementaire et juridique des investissements dans le marché ouest africain

Le cadre juridique et législatif de la promotion des investissements marocains dans cet espace africain a été réglementé par plusieurs accords bilatéraux et multilatéraux de promotion et de protection des investissements (APPI) et des conventions de non double imposition (CNDI) signées avec plusieurs partenaires ouest-africains³. Ces accords bilatéraux ou multilatéraux et le cadre institutionnel visent à motiver et orienter les investisseurs des deux parties d'investir dans le cadre d'une stratégie gagnant-gagnant.

2.2 Situation et structure des investissements marocains dans l'Afrique de Ouest

Le flux des investissements marocains en Afrique représente la moitié du stock de l'investissement marocain à l'étranger, à fin 2007 soit 5 Milliards sur 10,3 Milliards de dhs. Néanmoins, en 2006 l'Afrique représente 39,6% du montant global des investissements

³ <https://www.diplomatie.ma/fr>

marocains à l'étranger, contre 31,5% en 2005 et 14,3% en 2004 (Tableau N°2). L'Afrique de l'ouest a représenté en 2006 jusqu'à 64% de ces investissements en Afrique.

Tableau N° 2 : Répartition des investissements marocains en Afrique

Pays	Stocks des avoirs à fin 2007 en M dh
Burkina Faso	2499
Egypte	1256,7
Gabon	323,1
Mauritanie	312
Sénégal	294,2
Mali	104,2
Guinée	91,2
Tunisie	44,7
Centrafrique	29,4
Congo	17,3
Algérie	12,8
Cameroun	5,4
Côte d'Ivoire	1,9
Total des investissements marocains en Afrique	4991,9
Total des investissements marocains à l'étranger	10313,6

Source : Rapport de l'Office des changes (Position financière extérieure globale 2007).

La majorité de ces investissements sont sous forme de prise de participation⁴, et contribuent largement au développement économique et social des pays bénéficiaires. Ils touchent plusieurs domaines d'activités économiques (secteurs bancaires, BTP, secteur minier, transports, industrie, télécommunications...).

Cependant, il y a lieu de constater aujourd'hui que les investissements privés marocains en Afrique subsaharienne commencent à prendre de l'ampleur, d'autant plus que ces marchés sont

⁴ **Maroc Telecom** : 51% de Mauritel, 51% de Burkina Telecom et 51% de Gabon Telecom, 51% du capital de la première Société de Téléphonie du Mali (SOTELMA). **BMCE** : 35% de Bank of Africa, 17 % du capital de la Banque de Développement du Mali **Attijari wafabank** : 51% de la Banque internationale du Mali, 53,5% de la Banque du Sud Tunisienne. **Royal Air Maroc** : 51% Air Sénégal. **CIMAR** : 15% de la Société mauritanienne, **ONA** acquiert la majorité des actions d'une société canadienne d'exploration, Semafo à travers sa filiale Managem en Burkina Faso....

totale­ment ouverts aux firmes marocaines et que le Maroc jouit d'une image positive en Afrique.

Les stratégies des firmes marocaines en matière d'investissements directs constituent, en fait, le facteur le plus important dans l'acte de la diplomatie économique. Ces stratégies sont guidées par des objectifs variés. En plus de la maximisation du profit, d'autres objectifs peuvent être mis en avant pour pousser les entreprises à investir dans cette région telle que les gains de parts de marchés.

Les firmes marocaines sont présentes sur la majorité du territoire de cette sous région. Cette présence touche tous les secteurs d'activités : la finance, le BTP, les télécoms, gestions publics, Nouvelles Technologies d'Information et de Communication (NTIC), monétique, immobilier, industrie, agroalimentaire, tourisme, électrification rurale, infrastructures routières, aériennes et aéroportuaires, les cabinets de formation, de conseil, et d'ingénierie...(HANGOURE, 2009). En effet, malgré l'échec que connaît la RAM avec Air Sénégal, plusieurs entreprises comme ONE, ONEP, la COMANAV pour n'évoquer que celles-ci dans le domaine public, sont présentes. Tandis que des banques privées, comme BMCE Bank, Attijariwafa Bank, Maroc Telecom, Managem (ONA) et autres se sont inscrits dans une dynamique d'affaires.

Ces investissements se concentrent plus dans certains pays comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et le Mali, et s'absentent dans d'autres comme le Bénin et le Togo.

Par ailleurs, ces investissements marocains constituent un phénomène relativement nouveau qui a pris de l'importance au cours de la dernière décennie. Avant cette période, les flux d'investissements étaient relativement faibles. Néanmoins, leur développement rencontre plusieurs obstacles :

- Les programmes de privatisation sont peu avancés dans ce bloc régional.
- La qualité des réseaux routiers reste très moyenne et les infrastructures portuaires sont marquées par la lenteur du service et le coût élevé.
- Les rigidités de l'emploi.
- Instabilité politique dans certain pays ouest- africains (risque pays).

D'un autre côté, la concurrence est rude pour les firmes marocaines avec les anciens acteurs économiques liés à la métropole coloniale (France, Portugal), ainsi que les sociétés américaines et asiatiques déjà implantées dans l'Afrique de l'Ouest. Sans compter les risques de non transfert, les pratiques restrictives ou discriminatoires, le manque de visibilité, affectent la garantie des investissements, en particulier dans les infrastructures et les projets d'utilité publique.

Relever les défis des investissements marocains dans ce groupement régional demande une stratégie globale qui touche le cadre juridique et institutionnel ainsi la mise en place des services efficaces. Par conséquent, tous les intervenants dans la promotion des investissements en Afrique de l'Ouest et homologues marocains devront coordonner leur action afin d'établir un programme exhaustif en vue de définir les secteurs, et les marchés porteurs avec la prise en considération les spécificités de chaque région économique.

3. Echanges commerciaux entre le Maroc et l'Afrique de l'Ouest

3.1 Le cadre réglementaire et juridique des échanges commerciaux

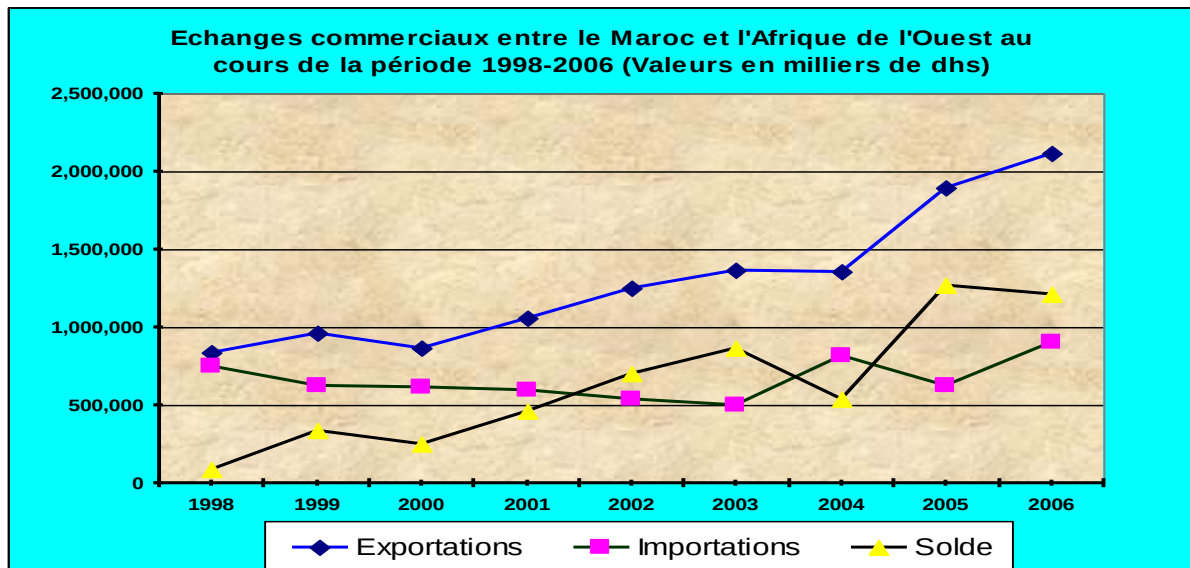
Le cadre réglementaire des échanges commerciaux marocains avec les pays de l'Afrique de l'Ouest est régi par plusieurs accords et conventions bilatéraux et multilatéraux. Cependant, ces dispositifs conventionnels seront renforcés par un accord commercial et d'investissement qui est en négociation avec l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). Ceux-ci présentent un important maillage des conventions commerciales et tarifaires.

Ces accords bilatéraux et multilatéraux visent la facilité de la circulation des biens et des services entre le Maroc et les pays de l'Afrique de l'Ouest en augmentant le volume des échanges commerciaux entre les deux parties. Ce cadre multilatéral juridique et institutionnel des échanges commerciaux marocco-ouestafricain encadre, sécurise et résout les litiges des entreprises dans leurs achats ou leurs ventes qui se traduisent par des importations ou des exportations.

3.2 Situation des échanges commerciaux entre le Maroc et l'Afrique de l'Ouest.

Notant également que, les échanges commerciaux entre le Maroc et ces pays se sont établis globalement en 2006 à l'ordre de 3 023 Millions de dhs soit 18% de l'ensemble du commerce extérieur avec tout le continent africain.

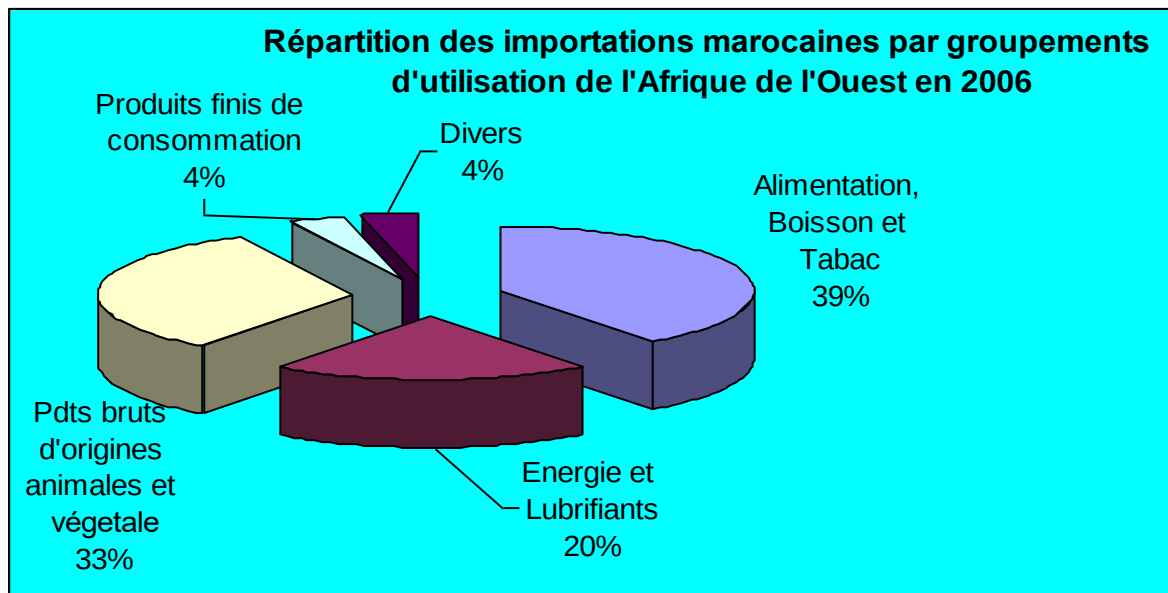
Figure N°1 : Les échanges commerciaux entre le Maroc et l'Afrique de l'Ouest



Source (Office des changes⁵) : Calcul de l'auteur.

Les importations marocaines en provenance de ces pays se situaient à 907 Millions.dh en 2006 contre 715 M.dh en 1998 soit une hausse de 20 %. Elles se sont variées en baisse entre 1998 et 2003, atteignant leur niveau le plus bas en 2003 avec 499 M.dh (Figure N°1).

Figure N°2 : Répartition des importations marocaines de l'Afrique de l'Ouest



Source (Office des changes⁶) : Calcul de l'auteur.

La répartition des importations marocaines en provenance de ces pays montre la prédominance de trois groupes de produits : les alimentations, les boissons et le tabac de 39%, suivi des produits bruts d'origine animale et végétale (33%) quant à l'énergie et les lubrifiants du Nigeria

⁵ Données statistiques collectées à partir du site www.oc.gov.ma (Statistiques des échanges extérieurs).

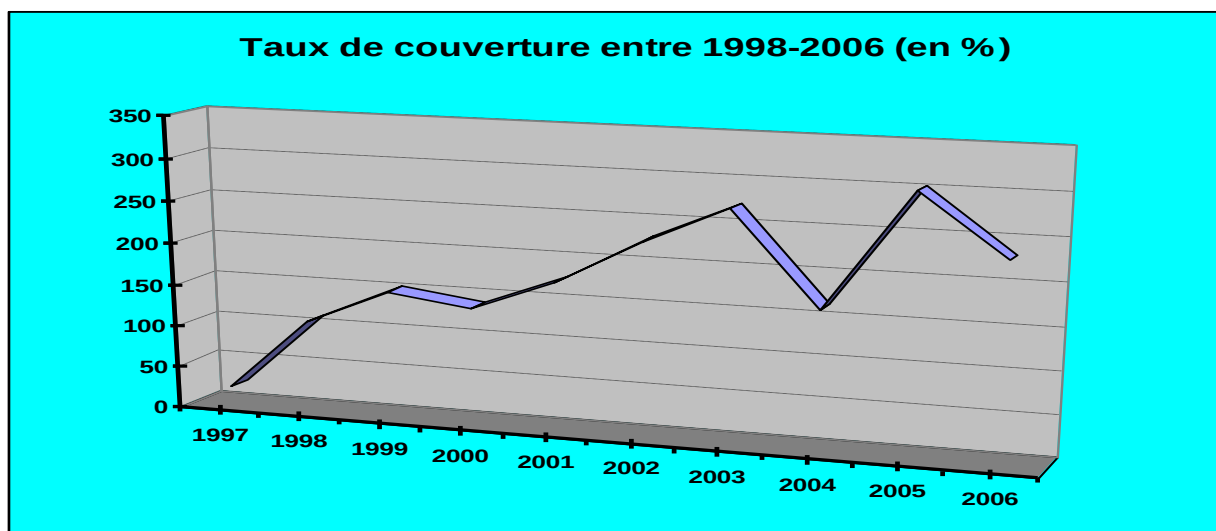
⁶ Données statistiques collectées à partir du site www.oc.gov.ma (Statistiques des échanges extérieurs).

représentent 20%. En effet, nos achats se composent essentiellement de coton (262 Millions de dh) (29%), gaz de pétrole et autres hydrocarbures (185 M.dh) (20%), du café (126 M.dh) (14%) et de bois (52 M.dh) (6%) (Figure N°2).

Les exportations marocaines envers ces pays ont totalisé 2 115 M.dh en 2006 contre 835 M.dirhams seulement en 1998 soit une augmentation de 153%. Elles ont évolué d'une manière régulière, enregistrant un taux de croissance annuel moyen de 13 %. Mais à partir de 2004, nos ventes ont augmenté de manière continue tout en enregistrant une variation remarquable dans les dernières années surtout entre 2004 et 2006. Cela s'explique aussi bien par la diversification de nos exportations, ainsi que l'augmentation de la demande de nos produits par ces pays.

Parallèlement, nos exportations à destination de ces pays de l'Afrique de l'Ouest sont dominées à hauteur de 28% (599 M.Ddh) de poisson, suivi des produits alimentaires, les demi-produits et les produits finis de consommation. Durant la période 1998-2006, la balance commerciale avec ce groupe de pays s'est caractérisée par un excédent chronique en faveur du Maroc allant parfois jusqu'à 1273 M.dh (2005). Ce résultat s'explique beaucoup plus par la hausse des exportations que par la baisse des importations.

Figure N°3 Evolution du taux de couverture des exportations aux importations

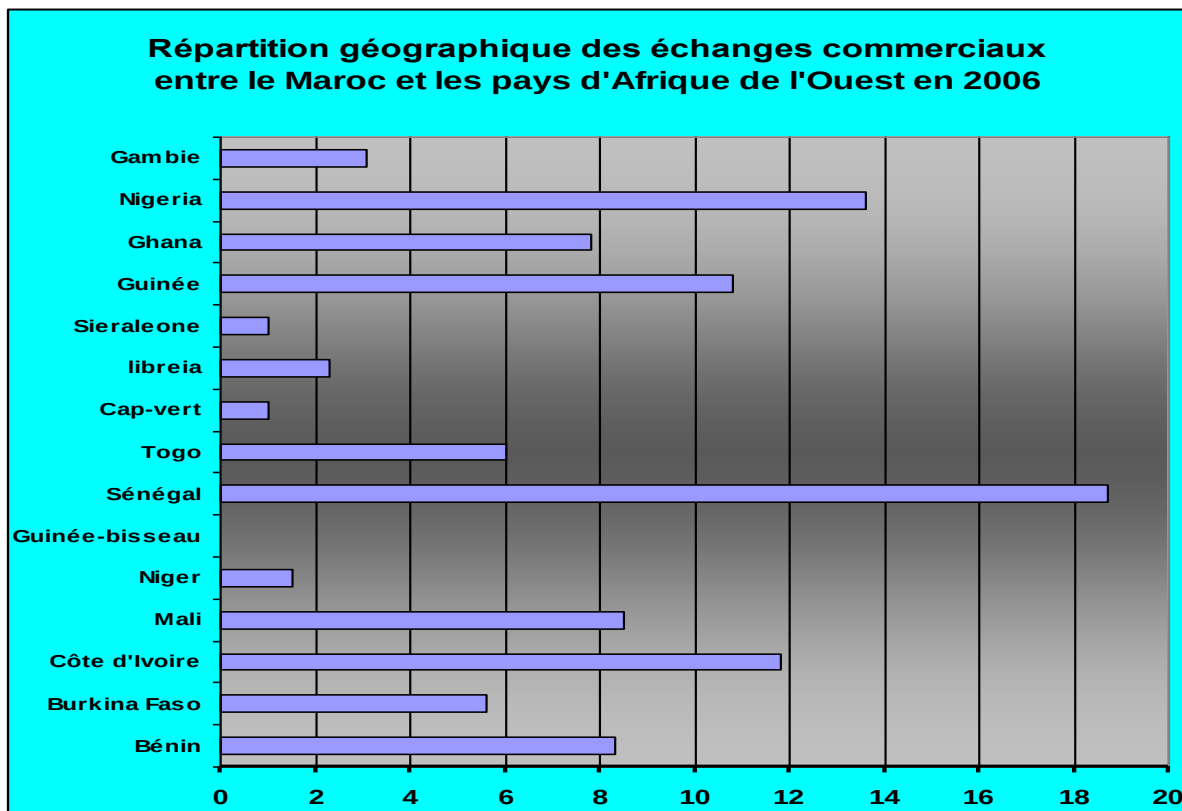


Source (Office des changes⁷) : Calcul de l'auteur.

Pour sa part, le taux de couverture de nos importations par nos exportations en moyenne entre 1998 et 2006 est de l'ordre de 198%, alors que ce taux est uniquement de l'ordre de 24% en 1997, mais il en évolution d'une année à autre (Figure N°3).

⁷ Données statistiques collectées à partir du site www.oc.gov.ma (Statistiques des échanges extérieurs).

Figure N°4 : Répartition des échanges commerciaux entre le Maroc et les pays de l'Afrique de l'Ouest



Source (Office des changes)⁸ : Calcul de l'auteur.

L'examen de la répartition géographique des échanges commerciaux fait ressortir la place prépondérante qu'occupe le Sénégal dans le commerce extérieur marocain avec l'Afrique de l'Ouest. En effet, cette répartition en 2006 montre que la majorité de nos transactions ont été effectuées avec le Sénégal de 18,6% ; 13,6% avec le Nigeria, et de la Côte d'Ivoire avec 11,7%, la Guinée vient en quatrième position avec 10,7% suivi du Mali avec 8,4% et Ghana de 7,6% soit plus de 70% de l'ensemble des échanges avec ce bloc régional (Figure N°4).

La consolidation des échanges commerciaux et la libéralisation du commerce entre le Maroc et l'Afrique de l'Ouest nécessite la connaissance des obstacles qui limitent leur développement, ainsi que les outils et les moyens permettant la levée des entraves. Dans cette optique, l'accent a été mis sur la redéfinition du rôle du dispositif institutionnel de promotion, le renforcement des infrastructures économiques de base, la diminution du coût de transport (ASMEX, 2004) ...

⁸ Données statistiques collectées à partir du site www.oc.gov.ma (Statistiques des échanges extérieurs).

De même que le financement, les assurances et l'approche des marchés extérieurs sur lesquels la réflexion est menée pour permettre aux entreprises exportatrices de gagner cette course de compétitivité dans un contexte d'ouverture et de concurrence acharnée. D'un autre côté, les acteurs économiques publics et privés doivent avoir une stratégie, visant à favoriser les exportations de produits à forte valeur ajoutée, à travers l'identification de secteurs à fort potentiel de croissance, ainsi qu'une nouvelle stratégie de promotion des exportations. Cette stratégie de pénétration devra être aussi basée sur des considérations de coûts. Autrement dit, il s'agit d'un recours à la production de masse de produits de faible ou de moyenne qualité, principalement dans le secteur du textile et de l'agroalimentaire.

4. Perspectives des relations économiques maroco-ouest africaine

Malgré le développement des échanges commerciaux et le niveau de la présence économique marocaine dans les pays de l'Afrique de l'Ouest, ces relations restent en deça des potentialités réelles. L'intérêt de renforcement des relations avec le Maroc se base sur l'économie, mais aussi sur la politique. Sur ce dernier plan, la majorité des pays de l'Afrique de l'Ouest apprécie le retour du Maroc à l'Union Africaine afin de contribuer à toutes les initiatives de développement de l'Afrique.

Les relations économiques Sud-Sud sont aussi une stratégie efficace pour renforcer les efforts d'intégration sous régionale et régionale (CNUCD, 2009). Les deux parties doivent asseoir et diversifier un véritable partenariat stratégique, afin de consolider les acquis et exploiter leur énorme potentiel de coopération.

De nouvelles complémentarités peuvent être exploitées pour aider les deux parties à se doter de capacités d'exportations dans des nouveaux secteurs dynamiques, qu'il s'agisse de produits de base, d'articles manufacturés ou de services.

Les économies des deux parties sont complémentaires en ce sens qu'elles ont les mêmes dotations en facteurs de production (travail, capital et ressources naturelles). Il est alors facile qu'elles aient des avantages comparatifs spécifiques. Par conséquent, les nouvelles productions de l'économie marocaine qui répondent parfaitement aux besoins spécifiques des marchés des pays de l'Afrique de l'Ouest, sont des domaines quasiment vierges et inexploités.

Cependant, la recherche et l'exploitation des potentialités sectorielles les plus valorisantes entraîneront une interaction positive entre les deux économies tels que les secteurs et les produits porteurs de notre économie (phosphates et engrais, énergie électrique, électroménager, matériaux de construction notamment les profils en aluminium pour le bâtiment et le plâtre et

le gypse, la plasturgie, celles industrielles, produits dermocosmétiques, et pharmaceutiques, et fruits et légumes).

D'un autre côté, plusieurs opportunités d'investissement existent en Afrique de l'Ouest, en particulier dans les infrastructures de base, de l'habitat, le tourisme, la pêche, l'agriculture. Des opportunités commerciales existent aussi dans l'agro-industrie, le textile et l'habillement, le cuir et dans les services. Par conséquent, cette complémentarité productive complète la complémentarité commerciale.

Néanmoins, le Maroc pourrait alors jouer un rôle important en s'associant à la stratégie de coopération triangulaire, qui consiste à canaliser les fonds d'aide pour financer des projets d'infrastructures dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et en confier la maîtrise d'œuvre à des partenaires de services marocains. D'un autre côté, le Maroc (un pays relai) veut attirer plus d'investisseurs étrangers afin d'utiliser le sol marocain comme un pont vers tous les pays de l'Afrique de l'Ouest. Cette stratégie est entamée par certains investisseurs dans le secteur automobile, et dans le domaine du Nouvelles Technologies d'Informations et de Communications.

Conclusion : vers une nouvelle stratégie de développement des relations économiques maroco-ouestafricaine.

L'économie marocaine et les économies des pays de l'Afrique de l'Ouest montrent l'existence d'importantes complémentarités économiques et commerciales. Ces économies n'hésitent désormais plus à s'ouvrir les unes aux autres. D'un autre côté, l'exploitation de ces complémentarités et les considérer comme une plate forme peut également aider à accroître et à élargir les possibilités d'accès aux marchés voisins tel que les marchés des pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC).

Par ailleurs, la création d'une zone de libre échange entre les deux parties suivi d'un marché commun contribue à la création d'un pôle de développement « Afrique Nord-ouest » sur l'Océan Atlantique.

Dans le cadre de la nouvelle géographie économique, cet espace Afrique Nord-Ouest doit se structurer en tant qu'espace d'intégration compétitive dans l'optique d'un développement géostratégique avec l'Union Européenne. Les stratégies d'attractivités des investissements étrangers et domestiques entre les deux parties ainsi que le développement des échanges commerciaux doivent d'être mise à jour en prenant en compte l'utilisation des nouvelles techniques de communication et de technologies numériques dans l'ère de la digitalisation (Smart Pays, Smart territoires). L'adoption de cette vision proactive et prospective des deux

économies, contribue non seulement à une meilleure insertion de ces économies régionales dans l'économie internationale, mais également à la réalisation des Objectifs du Millénaire de Développement.

En conclusion, avec l'ouverture au monde et avec la globalisation des marchés, l'intégration de l'économie marocaine dans l'économie mondiale et surtout africain est un levier incontournable de développement durable bénéfique pour notre pays et ses partenaires ouest africains. En effet, l'intensité des relations économiques entre le Maroc et l'Afrique de l'Ouest, les mesures récentes adoptées par le gouvernement marocain sur les investissements étrangers en Afrique, et les échanges commerciaux, le rapprochement du Maroc avec d'autres pays de l'Afrique centrale, l'innovation de dépassement des obstacles de l'intégration intermaghrébine, ainsi que la mobilisation des acteurs économiques privés et les organisations non gouvernementales sont autant d'arguments qui jouent en faveur d'une intégration du Maroc dans le partenariat maroco-ouest africain.

Bibliographie

Articles de revue

- DKHISSI, S (2000)** «De la nécessité de repenser la problématique de l'insertion internationale de l'économie marocaine». Rabat : Revue marocaine d'administration locale et de développement.
- HARSCH, E (2004)** « L'agriculture africaine : vecteur de croissance » Afrique Relance Vol 17 ≠ 4.

Livres

- ABOU EL FARAH, Y (1997)** « La présence marocaine en Afrique de l'Ouest : cas du Sénégal, du Mali et de la Côte d'Ivoire » édition : Institut des Etudes Africaines.
- ANTIL, A (2003)** « Le Royaume du Maroc et sa politique envers l'Afrique subsaharienne » L'Institut Français des Relations internationales (IFRI).
- DANON, J et IGUE, J.D. (2003)** « L'Afrique de l'Ouest dans la compétition mondiale : quels atouts possibles ? » édition Karthala.
- DAMON, J et IGUE, J (2003)** « L'Afrique de l'Ouest dans la compétition mondiale : Quels atouts possible » édition KARTHALA.
- DAVID, F (1994)** «Les Echanges commerciaux dans la nouvelle économie mondiale» Paris : Presses universitaires de France.
- HUGON, P (2003)** «La mondialisation, son impact sur la région et les perspectives d'avenir de l'Afrique de l'Ouest» Club de Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.

•**IGUE, J (2006)** « L'Afrique de l'Ouest, entre espace, pouvoir et société » édition KARTHALA.

•**MARFAING, L et WIPPEL, S (2004)** «Les relations transsahariennes à l'époque contemporaine : un espace en constante mutation» édition Karthala.

•**Martin, P (2006)** « Les services dans le monde » - Paris : Ellipses, DL.

•**Colloque International (1992)** «Le Maroc et l'Afrique Subsaharienne aux Débuts des temps modernes». Publication l'I.E.A.

•**Colloque international (1995)** «Les Echanges commerciaux : quel avenir pour les stratégies d'exportation ? » organisé à la faculté des sciences juridiques, économiques et sociales en collaboration avec l'institut CEDIMES (Centre d'études du développement international et des mouvements économiques et sociaux) Université de Paris II à Marrakech.

•**SAAF, A (1994)**: «Le Maroc et l'Afrique après l'indépendance » Actes de la journée d'étude organisée par l'Institut des Etudes Africaines et le département de droit public de la Faculté des S.J.E.S de l'Université Mohammed V Agdal Rabat, Novembre.

•**SANGARE, L (1998)** « Les fondements économiques d'un Etat confédéral en Afrique de l'Ouest : les étapes africaines de l'intégration multisectorielle sous-régionale » édition : L'Harmattan.

Thèses et Rapports

•**MOUSSAOUI, A (2003)** «La relation entre le Maroc et l'Afrique subsaharienne après la guerre froide» en arabe. Thèse de Doctorat en Droit public. Rabat

•**HANGOURE, M (2009)** « Les relations économiques entre le Maroc et l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Thèse pour le Doctorat d'Etat en Sciences Economiques Rabat.

•**LEHADIRI, A (2004)** «L'intégration industrielle régionale en Afrique : les cas de l'UDEAC, de la CEAO, et de la CAE» Thèse pour le Doctorat d'Etat en Sciences Economiques Rabat.

•**ASMEX (2004)** « Le commerce et le transport entre le Maroc et les pays d'Afrique de l'Ouest » Débat organisé par l'ASMEX et le ministère du commerce extérieur. Casablanca.

•**Commission Economique pour l'Afrique (2010)** « Rapport économique sur l'Afrique en 2009 ».

•**Direction des études et des prévisions financières (2006)** «Le positionnement économique du Maroc en Afrique : Bilan et perspectives» Ministère des Finances et de la Privatisation.

•**Rapport de la CNUCD (2009)** « Renforcer l'intégration économique régionale pour le développement de l'Afrique ».

•**Rapport de la CNUCED (2004)** « La nouvelle géographie du commerce international : la coopération Sud-Sud dans un monde de plus en plus interdépendant », TD/404.